



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 24 AOÛT 2023
portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin
de se mettre en conformité avec certaines prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 pour l'exploitation de sa carrière située à Altkirch (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment ses articles L.514-5, L.171-6 et L.171-8-I ;

Vu l'arrêté ministériel 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 portant autorisation environnementale en vue d'une carrière de roche calcaire et de marne située Chemin des Carrières à Altkirch (68130), par la société Holcim Haut-Rhin ;

Vu l'arrêté du 03 mai 2021 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM HAUT RHIN, s'agissant de modification de prescriptions d'exploitation pour son site de carrière d'Altkirch (68130) pour le prélèvement d'eau de ruissellement dans le plan d'eau Nord de la carrière, au titre du code de l'environnement ;

Vu la visite d'inspection du site réalisée le 16 mai 2023 ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 16 juin 2023 suite à cette visite ;

Vu la lettre du 04 août 2023 de la société HOLCIM Haut-Rhin relative à ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que l'article 5.1.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 dispose que l'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les flux d'eau ; qu'il a été constaté qu'en 2022 les prélèvements n'ont pas été adaptés par rapport aux besoins ;

Considérant que l'article 5.1.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 dispose que la quantité d'eau prélevée annuellement dans le plan d'eau nord est inférieure à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau Nord ; qu'en 2022, la quantité d'eau prélevée dans le plan d'eau nord a représenté 12,98 % de la capacité globale d'alimentation du plan d'eau nord ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose que les espèces exotiques envahissantes repérées dans le périmètre de la carrière sont à éliminer ; considérant que des espèces exotiques envahissantes sont signalées depuis 2021 dans le rapport de suivi écologique (Renouée du Japon, Berberis aquifolium), sans qu'elles aient fait l'objet d'un traitement adapté ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose qu'en période de reproduction, une vérification de l'absence d'œuf de Petit Gravelot est réalisée sur tout le site en période de nidification ; que cette vérification n'est pas réalisée par l'organisme de suivi ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose que le développement des roselières fait l'objet d'un suivi annuel ; que le rapport de suivi écologique ne présente pas d'élément d'appréciation relatif au développement des roselières ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose que le développement de la zone de hauts-fonds dans le plan d'eau nord doit faire l'objet d'une surveillance annuelle de l'évolution de la géométrie et du développement de la végétation ; qu'aucun suivi correspondant n'est réalisé ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose qu'en cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre constatées dans les rapports de suivi écologiques, des mesures correctives sont apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; qu'il a été constaté que des remarques relatives à l'entretien de mares sont formulées depuis 2021 dans le rapport de suivi des amphibiens, mais qu'elles n'ont pas été prises en compte ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019 susvisé dispose que l'exploitant prend des mesures pour empêcher la stagnation d'eau sur les pistes ; qu'il a été constaté qu'une mare importante s'est développée sur une piste et qu'elle a fait l'objet de pontes par des amphibiens ;

Considérant que, par lettre du 04 août 2023, la société HOLCIM Haut-Rhin a communiqué ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que par lettre du 04 août 2023, la société HOLCIM Haut-Rhin indique, pour le traitement des espèces exotiques envahissantes, que la méthode de traitement envisagée pour les espèces exotiques envahissantes nécessite une intervention au printemps ; qu'en conséquence elle sollicite un délai de 9 mois pour se mettre en conformité ;

Considérant que par lettre du 04 août 2023, la société HOLCIM Haut-Rhin indique, pour le suivi du Petit gravelot, que des passages dédiés au Petit gravelot ont bien été réalisés par l'organisme de suivi en mai 2023 après le contrôle ; que le rapport de l'organisme de suivi n'est pas encore disponible ; qu'en conséquence il y a lieu de maintenir la mise en demeure ;

Considérant que par lettre du 04 août 2023, la société HOLCIM Haut-Rhin sollicite un délai de six mois pour les points relatifs à la gestion des phragmitaies et au développement d'une zone de hauts-fonds ; que l'organisme de suivi indique qu'un suivi de rattrapage peut être réalisé en 2023 ; que les rapports de suivi sont à remettre au plus tard au 31 mars de l'année n+1 ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement «Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Holcim Haut-Rhin, désignée par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 14-16 boulevard Garibaldi, F- 92130 Issy-les-Moulineaux, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de sa carrière d'Altkirch (68130).

Article 2 : Limitation des flux d'eau

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

[...] ».

Article 3 : Volume d'eau prélevé dans le plan d'eau nord

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« [...] Utilisation au niveau de l'usine « Cimenterie » exploitée par HOLCIM HAUT RHIN :

-[...];

-quantité annuelle prélevée inférieure à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau Nord.

[...] ».

Article 4 : Espèces exotiques envahissantes

Dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« Menier un constat régulier quant à la présence d'espèces invasives.

Éliminer les espèces invasives :

-interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires (pesticides ou d'engrais chimiques),

-arrachage manuel ou mécanique à mettre en œuvre ».

Article 5 : Mesures d'accompagnement pour le Petit Gravelot

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« Suivi et Aménagements spécifiques favorables au Petit Gravelot :

-[...];

-vérification à la période de reproduction sur tout le site, et notamment dans le secteur sud-est du site, de l'absence d'œuf, et en cas de découverte balisage du secteur selon les recommandations de l'organisme chargé du suivi avec interdiction de circulation sur ce secteur,

-informations quant au suivi (dates), constats et mesures prises à porter sur rapport ».

Article 6 : Gestion des phragmitaies

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« [...] »

-3- Réaliser le suivi du développement des roselières : suivi annuel ».

Article 7 : Développement d'une zone de hauts-fonds

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« Au cours de l'exploitation, surveiller :

-régulièrement l'état de développement de la zone de hauts fonds pour éviter une colonisation par des espèces invasives ; en cas de nécessité procéder à une élimination naturelle de ces espèces invasives,

- annuellement :

- l'état d'évolution de la géométrie de la zone de hauts fonds,*
- le développement de la végétation attendue et notamment :*
 - le secteur à végétation aquatique flottante et immergée (aquatique enracinée ou non, immergée ou semi-immersée) ;*
 - le secteur à végétation hélophytique émergente (inondée en permanence)*
 - le secteur à végétation rivulaire mixte (inondée périodiquement) : favoriser la végétation spontanée est suffisante.*

Afin d'accueillir la faune plus rapidement, et au vu des conclusions du suivi écologique annuel, le développement de la végétation doit être favorisé en introduisant quelques espèces (en faible quantité), en respectant leurs affinités écologiques et l'étagement en fonction de la profondeur d'eau. Les espèces semées ou plantées doivent être des espèces indigènes à la zone d'étude, présentes sur les secteurs alentours et non remarquables afin d'éviter toute pollution biologique et génétique des populations sauvages ».

Article 8 : Mise en œuvre des actions correctives

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« les rapports de suivi écologique (habitat, faune, flore) doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies au tableau ci-dessus, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées ».

Article 9 : Gestion des milieux aquatiques

Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« 1/ Prendre des mesures pour empêcher la stagnation d'eau sur :

- la banquette périphérique,*
- les plates-formes horizontales au pied des fronts,*
- les pistes,*

-(par ex. mise en place d'une pente et de fossés permettant le drainage des eaux vers les étangs de recueil des eaux pluviales de ruissellement) ».

Article 10 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **24 AOUT 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification

